

## Les précurseurs de la presse écrite voltaïque (1947-1974) Itinéraires, rôles et trajectoires professionnelles

Lassané Yaméogo

---

Citer cet article : Yaméogo Lassané (2021), « Les précurseurs de la presse écrite voltaïque (1947-1974) Itinéraires, rôles et trajectoires professionnelles », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n° 1, 81-97, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/01.yameogo>

Mise en ligne : 7 janvier 2021

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2021.e295>

---

### Résumé

Cet article revisite l'histoire de la presse dans la Haute-Volta (post)coloniale pour exhumer les noms des premiers journalistes voltaïques, leurs itinéraires, leurs rôles dans l'animation de la vie politique ainsi que les identités nationales ou professionnelles qu'ils ont façonnées. La période coloniale a été dominée par la pratique d'un journalisme ronéotypé, militant, affaire d'hommes politiques et de syndicalistes qui s'en servaient pour des luttes de positionnement idéologique et de revendications sociales. La veille des indépendances voit se développer un journalisme d'État, qui se met au service exclusif de l'ordre politique dominant. À la fin des années 1960, la Haute-Volta voit timidement émerger une presse privée, qui se veut indépendante et professionnelle même si les journalistes qui la composent, à l'instar des pionniers de la presse voltaïque, ne reçoivent aucune formation professionnelle, apprenant sur le tas ou au travers de stages de courte durée en Europe.

**Mots-clés** : presse écrite ; pionniers ; période (post)coloniale ; Haute-Volta

*The pioneers of the Voltaic written press (1947-1974). Routes, roles and career paths*

### Abstract

This article revisits the history of the press under (post)colonial Upper Volta to unearth the names of the first Voltaic journalists, their itinerary, their role in the animation of political life as well as the national or professional identities they shaped. The colonial period was dominated by the practice of mimeotyped, militant journalism, a matter for politicians and trade unionists who used it for ideological struggles and social demands. At the eve of independence a state journalism emerged and placed itself at the exclusive service of the dominant political order. At the end of the 1960s, Upper Volta timidly saw the emergence of a private press, which claimed to be independent and professional, even though the journalists, like the pioneers of the Voltaic press, received no professional training, learning on the job or through short-term internships in Europe.

**Keywords**: press; pioneers; (post)colonial period; Upper Volta



La Haute-Volta, aujourd'hui Burkina Faso, a connu une histoire tourmentée pendant la colonisation française. Créé le 1<sup>er</sup> mars 1919, son territoire est démantelé le 5 septembre 1932, et réparti entre la Côte d'Ivoire, le Soudan français (actuel Mali) et le Niger avant d'être reconstitué le 4 septembre 1947 lors du redécoupage de l'ensemble des colonies d'Afrique Occidentale Française (AOF)<sup>1</sup>. Cette instabilité territoriale et politique a constitué un obstacle au développement de la presse coloniale voltaïque, déjà très réglementée et contrôlée par la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, rendue applicable aux colonies (article 69). Cette loi stipulait que le gérant de toute publication devait « être Français, majeur (et) avoir la jouissance de ses droits civils » (article 6). La restriction de la liberté d'expression et de la presse s'est poursuivie avec le décret du 4 août 1921 qui interdisait en AOF, « la diffusion de toute publication éditée par les Africains ou les Français, rédigée en langue indigène ou en langue étrangère, sans autorisation préalable du gouverneur général » et toute publication qui encourageait « l'excitation des indigènes à la révolte contre l'autorité française ».

Ce particularisme politico-territorial à l'époque coloniale permet de saisir certaines spécificités qui ont marqué l'histoire du journalisme de presse écrite<sup>2</sup> en Haute-Volta ainsi que les trajectoires socioprofessionnelles des premiers journalistes voltaïques. Deux périodes paraissent alors intéressantes à interroger : la période coloniale 1947-1960 et la période qui suit l'indépendance, 1960-1974. L'année 1947 marque dans un premier temps la reconstitution du territoire voltaïque, un an après que la France a accordé « la citoyenneté politique<sup>3</sup> » aux peuples colonisés en AOF à travers la reconnaissance de leurs droits civils, politiques et syndicaux. Ce nouveau contexte favorise « l'éveil des colonisés à la vie politique et leur volonté de se définir par rapport au fait colonial<sup>4</sup> ». Dix années après, l'adoption de la Loi-Cadre en 1956 est suivie par la formation du premier gouvernement africain voltaïque en avril 1957, la proclamation de la Première République de Haute-Volta au sein de la Communauté française le 11 décembre 1958 et l'indépendance le 5 août 1960. L'année 1974 marque, quant à elle, la fin de la Deuxième République et voit la création de la première école de journalisme en Haute-Volta : le Centre de Formation Professionnelle de l'Information (CFPI). Cette école est créée un an après que le premier quotidien privé d'information générale, *L'Observateur*, est lancé.

Ce contexte politique et social a un impact important sur le monde des médias dans le pays. Comme le souligne Marie-Soleil Frère : « La presse, la radio, la télévision, se transforment ou "sont transformées" au rythme des changements idéologiques que connaît leur environnement, tout en participant à l'évolution de la société<sup>5</sup> ». En Haute-Volta, pendant la période coloniale, la presse écrite devient un espace d'expression privilégiée de l'élite colonisée voltaïque à la fois sur le territoire mais aussi depuis d'autres colonies de l'AOF. À partir de 1960,

<sup>1</sup> Sur les raisons de la suppression de la colonie voltaïque, voir Mandé Issiaka (1997), *Les migrations du travail en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), mise en perspective historique (1919-1960)*, Thèse de doctorat en histoire, Paris 7 ; Kobi Joseph Abo (2019), « L'éclatement de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire de 1932 à 1947 », *Afrika Zamani*, 27, pp. 45-59.

<sup>2</sup> Le choix de la presse écrite se justifie par son antériorité devant la radiodiffusion et la télévision. En effet, comme dans les autres territoires sous domination coloniale française, il n'existait pas de radio nationale en Haute-Volta avant la fin des années 1950 et l'indépendance. *Radio Haute Volta* est créée en 1959 et la télévision, *Volta Vision*, en 1963.

<sup>3</sup> Cooper Frederick (2014), *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot.

<sup>4</sup> Domba Jean-Marc Palm (2000), *Le fédéralisme et l'émergence des partis politiques en AOF et en Haute-Volta (1947-1960)*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Bénin, p. 6.

<sup>5</sup> Frère Marie-Soleil (1998), « Médias et Idéologies en Afrique francophone », *Civilisations*, 45 (1/2), p. 16.

un nouveau type de médias pro-gouvernementaux se développent, en particulier une presse d'État qui sert d'outil de communication politique au parti au pouvoir<sup>6</sup>.

Plusieurs travaux se sont intéressés aux médias en Haute-Volta, que ce soit à travers une sociohistoire de la formation des journalistes africains, la relation entre presse écrite et mouvements sociaux en Haute-Volta ou encore l'étude des productions médiatiques sur la Révolution d'août 1983<sup>7</sup>. Cependant, la question des itinéraires et des trajectoires professionnelles des pionniers de la presse écrite voltaïque, les milieux sociopolitiques dont ils sont issus et leurs rôles dans la construction d'une identité nationale et panafricaine restent encore peu abordés par la recherche<sup>8</sup>.

En se focalisant sur les deux périodes ciblées, cet article propose d'interroger les traits caractéristiques du journalisme naissant en Haute-Volta et d'analyser comment les premiers journalistes voltaïques ont participé à la construction de l'identité nationale du pays d'une part, et à l'émergence de projets politiques à vocation panafricaine à partir d'autres territoires coloniaux de l'AOF, d'autre part. Il s'agit également d'appréhender les rapports que ces journalistes entretenaient avec les autorités du nouvel État indépendant et de voir comment ont été construits, dans ce nouveau contexte politique, leurs itinéraires et identités professionnelles. Bien que le cadre temporel soit subdivisé en deux périodes, il n'est pas étudié sous le strict angle de la rupture puisque l'ensemble des journalistes des périodes examinées constitue un groupe professionnel appartenant à une même génération, née dans les années 1920-1930.

Cet article se fonde sur l'étude de documents d'archives, de littérature secondaire, de récits de vie et de témoignages d'historiens des médias et d'anciens journalistes réalisés en 2020 à Ouagadougou, et d'articles de journaux voltaïques d'époque. Pour ce dernier corpus, il est à noter qu'il a été très difficile, voire impossible de consulter les titres édités sous la Haute-Volta coloniale dans les centres d'archives du Burkina Faso. Nous n'avons trouvé que quelques journaux édités au lendemain des indépendances à la bibliothèque du Centre National des Archives à Ouagadougou.

La première section de cette étude examine les identités et trajectoires professionnelles des premiers acteurs de la presse établis sur le territoire de la Haute-Volta coloniale en mettant en exergue les idéaux défendus pour la conquête et l'affirmation d'une « nation » voltaïque. La deuxième partie explore les itinéraires et les combats menés par les pionniers de la presse

<sup>6</sup> La presse d'État renvoie aux journaux gouvernementaux qui, dès les indépendances, se sont mis au service exclusif de l'ordre politique dominant. En Haute-Volta, elle était représentée par *Carrefour africain*, un journal du parti de Maurice Yaméogo, l'Union Démocratique voltaïque (UDV). Ce journal devint hebdomadaire dès l'accession du pays à l'indépendance le 5 août 1960 et accède aux presses de l'imprimerie du gouvernement colonial, passées désormais sous le contrôle du nouveau pouvoir indépendant.

<sup>7</sup> Drabo Yaya Karim (1983), *Socio-histoire de la formation des journalistes africains. Bilan de deux décennies d'action en France et en Afrique « francophone », 1959-80*, Thèse de doctorat d'État lettres et sciences humaines, Université Bordeaux Montaigne ; Balima Serge Théophile (1990), *La politique de l'information de la Haute-Volta « actuel Burkina Faso » (1959-1984). Contraintes structurelles et problématique de la dépendance*, Thèse pour le doctorat d'État en sciences de l'information et de communication, Université de Bordeaux Montaigne ; Bianchini Pascal, Koala Salif (2003), « Presse écrite, mouvements sociaux et jeux politiques au Burkina Faso : éléments pour une socio-histoire de l'opinion dans un pays d'Afrique noire », *Les Cahiers du journalisme*, 12, pp. 170-197 ; Yaméogo Lassané (2016), « *Sidwaya* et la Révolution burkinabè d'août 1983 : une histoire à géométrie variable », *Le Temps des médias*, 26, pp. 181-196.

<sup>8</sup> Notons toutefois la sortie récente d'un ouvrage centré sur les trajectoires professionnelles des pionniers de l'audiovisuel burkinabè publié par l'Association des Retraités de la communication et de l'information du Burkina Faso, ARCI-BF (2020), *Parcours, souvenirs et témoignages de Pionniers*, Ouagadougou, Les Presse Africaines.

voltaïque hors du territoire de la Haute-Volta coloniale et montre que la lutte a été menée par des journalistes transnationaux autour de l'anticolonialisme et de l'émergence d'une voie panafricaine. Enfin, la troisième partie analyse les rôles joués par les journalistes d'État et les journalistes indépendants dans la Haute-Volta postcoloniale.

## **Haute-Volta coloniale : une presse irrégulière et éphémère animée par des journalistes de circonstance**

### *Une presse ronéotypée politique, syndicale et religieuse*

D'après un catalogue des publications parues de 1858 à 1962 et conservées à l'Institut Français d'Afrique Noire (IFAN), la Haute-Volta comptait seulement quatre publications officielles et dix non officielles contre 32 publications officielles et 144 non officielles au Sénégal<sup>9</sup>. À l'époque, la Haute-Volta était le parent pauvre de l'AOF en matière d'éducation et d'alphabétisation, cela expliquant, en partie, la lente émergence de la presse. De plus, le démantèlement de la colonie et sa répartition entre la Côte d'Ivoire, le Soudan Français (actuel Mali) et le Niger avait eu pour conséquence la migration et l'établissement d'une partie de l'élite voltaïque dans les territoires coloniaux voisins. Les publications éditées au Soudan français et en Côte d'Ivoire étaient donc les principales diffusées sur le territoire voltaïque<sup>10</sup>.

Lorsque la Haute-Volta devient une République autonome, en 1958 sous la direction de Maurice Yaméogo et de l'Union Démocratique Voltaïque (UDV-RDA), il n'existe, sur son territoire, aucun journal d'envergure malgré quelques titres essentiellement liés aux partis politiques, aux syndicats et à l'Église – comme c'est le cas dans les autres colonies françaises<sup>11</sup>.

<sup>9</sup> Drabo Y. K., *Socio-histoire de la formation...*, *op. cit.*, p. 122.

<sup>10</sup> Euvrard Gil-François (1982), *La presse en Afrique occidentale française. Des origines aux indépendances et conservée à la Bibliothèque nationale*, Mémoire de fin d'études, Villeurbanne, École nationale supérieure des bibliothèques (ENSB), p. 14.

<sup>11</sup> Pour un panorama plus large sur l'Afrique francophone, voir Frère Marie-Soleil (2016), *Journalismes d'Afrique*, Bruxelles, De Boeck Supérieur, p. 54.

**Tableau n° 1 : Quelques exemples de premiers titres de la presse écrite voltaïque<sup>12</sup>**

Nom de la publication	Type et orientation de la publication	Nom & prénom (s) du responsable éditorial
<i>La Volta</i> (juin 1949) devenu <i>La Volta de demain</i> (1950)	Politique (Organe de l'Union Voltaïque)	Thomas Z. Ouédraogo, gérant Paul Nikiéma, rédacteur
<i>L'Observateur</i> (mars 1955)	Politique (organe indépendant)	Frédéric F. Guirma, gérant
<i>Le travailleur croyant</i> devenu <i>L'action syndicale</i> (1956)	Religieux (Centrale chrétienne du territoire de Haute-Volta)	Animé par des syndicalistes croyants
<i>Bulletin Quotidien d'information de Haute-Volta</i> <sup>13</sup> (1957)	Compilation de dépêches	Pierre Claver Tassebedo, rédacteur
<i>La Voix des enseignants</i> (1957)	Syndical (Organe des instituteurs)	Animé par des enseignants
<i>L'Avant-garde voltaïque</i> (juin 1958)	Politique (Organe de la jeunesse voltaïque R.D.A)	Blaise Nonguierma, directeur
		Soukalo Koné, gérant
<i>Volta Presse</i> (avril 1958)	Politique (Organe des jeunes de la solidarité voltaïque)	Joseph Conombo, directeur
		Polycarpe Naré, rédacteur en chef
<i>Carrefour Africain</i> (mars 1959)	Politique (Organe de l'Union Démocratique voltaïque, la section RDA au pouvoir)	Siré Bâ, premier directeur voltaïque François Bassolet, rédacteur en chef Pierre Claver Tassebedo, rédacteur

La plupart des promoteurs de ces titres ronéotypés n'avaient pas reçu de formation initiale en journalisme. « Ils n'étaient pas des journalistes, mais des débatteurs qui aimaient la plume », affirme Édouard Ouédraogo, directeur de publication de *L'Observateur Paalga*<sup>14</sup>. Par exemple, Paul Nikiéma (1924-2006) de *La Volta*, organe de l'Union Voltaïque (UV), a d'abord été instituteur, agent de l'Administration générale, greffier, puis plusieurs fois ministre entre 1958 et 1965<sup>15</sup>. Frédéric Guirma qui créa *L'Observateur* en 1955, né en 1931, est un des premiers diplomates voltaïques ayant bénéficié d'un stage au Quai d'Orsay. Écrivain et homme politique, il a également exercé le métier d'enseignant. Il occupe en 1959 le poste de président de la Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (CATC), avant de devenir le premier

<sup>12</sup> Nous ne prétendons pas avoir recensé tous les titres, car il est quasiment impossible d'établir une liste des publications qui ont paru en Afrique occidentale de langue française. Pour plus de détails voir de Benoist Joseph-Roger (1960), « Situation de la presse dans l'Afrique occidentale de langue française », *Afrique Documents*, 51, p. 124.

<sup>13</sup> *Le Bulletin Quotidien* est le premier quotidien du territoire. Il est l'ancêtre de l'Agence Voltaïque de Presse (AVP) devenue Agence d'Information du Burkina (AIB). Sawadogo Poussi (2008), *La liberté de la presse sous la V<sup>ème</sup> République : de 1991 à nos jours*, Ouagadougou, Cryspad, p. 25.

<sup>14</sup> Entretien avec Édouard Ouédraogo, 26 janvier 2020, Ouagadougou.

<sup>15</sup> Sous le gouvernement de Maurice Yaméogo, il fut successivement ministre de la Jeunesse, des Sports, de la Formation technique et professionnelle, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, ministre des Finances, ministre de la Santé publique et, enfin, ministre à l'Information et au Tourisme. Diallo Boureïma, « Décès de Paul Nikiéma, ancien ministre du cabinet Ouezzin Coulibaly », *L'Observateur Paalga*, 29 août 2006.

ambassadeur de la République de Haute-Volta auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et des États-Unis de 1960 à 1963<sup>16</sup>.

Comme on peut le constater, la carrière de « journaliste » est avant tout forgée par le système politique qui est alors marqué par des luttes idéologiques, de reconnaissance et d'affirmation identitaire. La plupart des titres ci-dessus sont créés à la veille de l'indépendance, au moment où commence à émerger la notion de « nation » voltaïque, et, dans une certaine mesure, une opinion publique nationale<sup>17</sup>. Sur la question de la construction et de la défense de « l'identité nationale » voltaïque, ce témoignage de Moussa Kargougou (1926-1997)<sup>18</sup>, publié dans *La Volta de demain* en 1950, sous le titre « Écho de la Volta » en dit long :

Nous venons de lire avec un plaisir tout à fait particulier un périodique qui, sans conteste, saura réveiller les sentiments patriotiques de plus de trois millions d'âmes d'un territoire. Ce périodique, c'est assurément « **La Volta de demain** ». [...] Oui, « **nous avons enfin une bouche pour parler** », et il faudra à tout prix que cette bouche soit la source intarissable de judicieuses paroles pouvant contribuer à l'édification d'une Haute-Volta neuve en démentant l'idée de certains titans de la politique qui, durant une longue période, ont traité nos élus voltaïques de valets suivant leurs patrons à la manière de moutons de Panurge.<sup>19</sup>

Le combat des pionniers de la presse écrite de l'époque est celui de l'affranchissement de la Haute-Volta du joug colonial, celui de son émancipation, de la liberté d'expression et de presse. Ce combat est mené par des acteurs qui savent finalement peu de la profession de journaliste. Formés sur le tas, ils sont des promoteurs de titres très irréguliers et éphémères. L'absence d'imprimerie, officielle ou privée, constitue à n'en pas douter « un frein réel à l'édition d'une presse périodique régulière » à l'époque<sup>20</sup>. Selon Édouard Ouédraogo, le journal de Frédéric Guirma par exemple, n'édite pas plus de deux ou trois numéros<sup>21</sup>. Cependant, Guirma continue d'écrire dans d'autres journaux jusque dans les années 1990, notamment dans *L'Observateur*<sup>22</sup> d'Édouard Ouédraogo où il signe son premier article en 1976<sup>23</sup>.

<sup>16</sup> Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) Infos, « Présidentielles '98. Biographie des candidats », novembre 1998, p. 14.

<sup>17</sup> Beucher Benoit (2009), « La naissance de la communauté nationale burkinabè ou comment le Voltaïque devint un "Homme intègre" », *Fonds d'analyse des sociétés politiques*, pp. 62-64.

<sup>18</sup> Moussa Kargougou a été un pensionnaire de l'École normale William Ponty (1944-1947) d'où il sortit instituteur avant de s'engager en politique à partir de 1957. Militant de l'UDV-RDA, il est successivement élu conseiller territorial de Kaya (1957), député sous la Deuxième République, et nommé six fois ministre entre 1970 et 1980.

<sup>19</sup> Kargougou Moussa, « Écho de la Volta », *La Volta de demain*, 6 avril 1950. En gras dans le texte.

<sup>20</sup> Euvrard G-F., *La presse en Afrique...*, *op. cit.*, p. 15.

<sup>21</sup> Entretien avec Édouard Ouédraogo, 26 janvier 2020, Ouagadougou.

<sup>22</sup> Édouard Ouédraogo a donné le même nom, *L'Observateur* (celui que portait le journal de Frédéric Guirma), à son journal à sa création. En 1984, les locaux du journal furent incendiés en pleine révolution et, en 1991, suite à l'adoption de l'État de droit et de la démocratie, il se rebaptise *L'Observateur Paalga* qui signifie en langue nationale *mooré* le « nouvel observateur ».

<sup>23</sup> Une de ses publications, intitulée « Non au terrorisme intellectuel », dans laquelle il dénonçait la terreur et la dictature du Conseil du Salut du Peuple du président Jean-Baptiste Ouédraogo (7 novembre 1982-4 août 1983) lui a d'ailleurs valu l'arrestation, la déportation et la détention à Dori dans le nord de la Haute-Volta. Entretien avec Édouard Ouédraogo, 26 janvier 2020, Ouagadougou.



## *Les pionniers de la presse d'État voltaïque*

À la veille des indépendances, en 1959, est créé *Carrefour Africain*, organe de l'UDV-RDA, qui devient de fait l'organe officiel du gouvernement voltaïque<sup>24</sup>. C'est la seule publication d'envergure nationale bien qu'elle ne connaisse que des parutions irrégulières et ne soit pas en mesure de générer des recettes permettant d'assurer le paiement des salaires des journalistes. La grande majorité de l'équipe éditoriale n'avait d'ailleurs reçu aucune formation professionnelle, mis à part deux journalistes : François Bassolet (1933-2001) et Pierre-Claver Lissané Tassembédo (1935-2018). Le premier, instituteur de 1951 à 1953 à Bobo-Dioulasso, avait été pensionnaire du Centre de formation de journalisme de Paris d'où il était sorti avec le diplôme de Conseiller en sciences et technique de l'information. Il fait ensuite partie des fondateurs de la Semaine du cinéma africain, l'ancêtre du Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO). De 1978 à 1980, il est directeur de l'Agence voltaïque de presse, devenue Agence d'information du Burkina (AIB). Il s'implique également en la politique en tant que co-fondateur puis président du Parti du Regroupement Africain (PRA) jusqu'à sa dissolution en 1979, date à laquelle il rejoint l'Union Progressiste Voltaïque (UPV) de Joseph Ki-Zerbo. Il est ensuite député à l'Assemblée nationale (1978-1980) sous la Troisième République.

Pierre-Claver Lissané Tassembédo commence quant à lui sa carrière de journaliste en 1957 comme rédacteur au *Bulletin Quotidien d'information de Haute-Volta*<sup>25</sup>, puis à l'hebdomadaire *Carrefour Africain* en 1959 où il cumule les fonctions de reporter et de chef de bureau de la documentation après avoir bénéficié de formations et de stages en Europe<sup>26</sup>. Il est successivement diplômé de l'université de Dakar en 1961<sup>27</sup>, diplômé du Centre universitaire d'enseignement du journalisme de Strasbourg (CUEJ, France) en 1963, stagiaire à l'Agence France Presse (AFP) la même année et stagiaire à la Radiotélévision suisse romande à Lausanne. Il est ensuite rédacteur et présentateur des journaux parlé et télévisé, attaché de presse au ministère de l'Information, des Postes et Télécommunications, au ministère de l'Environnement et du Tourisme et attaché de presse par intérim du chef de l'État à la présidence de la République<sup>28</sup>.

<sup>24</sup> Le journal a été créé sous l'impulsion de Michel Lajus, préfet honoraire, ancien administrateur de la France d'Outre-Mer, nommé par Maurice Yaméogo, secrétaire d'État à la présidence du Conseil, chargé de la Coordination générale et de l'Information. Le journal a été dirigé à sa création par un colon français, M. Carrère. Dès l'accession de la Haute-Volta à l'indépendance, Siré Bâ, un commis de l'administration publique voltaïque lui succède devenant ainsi le premier directeur voltaïque de *Carrefour Africain*. Béjot Jean-Pierre, « La mort de Michel Lajus, ancien ministre d'État de "Monsieur Maurice" », *La Dépêche Diplomatique*, repris par [lefaso.net](https://lefaso.net), 11 juin 2011. En ligne. URL : <https://lefaso.net/spip.php?article42460> (consulté le 12 décembre 2020).

<sup>25</sup> Le *Bulletin Quotidien* (BQ) était une compilation de dépêches éditées par le ministère de l'Information d'alors.

<sup>26</sup> Selon Lézin Didier Zongo, ancien pensionnaire de l'École Supérieure de Journalisme de Lille (ESJ), ancien directeur général de la Radiodiffusion Télévision du Burkina (RTB), ancien directeur de la radio nationale et ancien directeur du Centre de Formation Professionnelle de l'Information (CFPI), d'autres anciens journalistes ont aussi été formés en France au lendemain des indépendances. On peut citer Émile Bassono, formé au CUEJ ; Kalifa Koné et Alphonse Yaogho, formés à l'ESJ dans les années 1960 ; Alassane Kogoda Ouédraogo, au Centre de formation des journalistes de Paris et Sidiki Flavien Ouédraogo à l'Institut français de presse. Lézin Didier Zongo s'est personnellement investi dans la recherche d'informations sur les itinéraires et parcours professionnels des anciens journalistes qu'il cite, mais malheureusement, il n'a pu obtenir beaucoup d'informations faute d'archives et de témoignages. Nous lui adressons nos sincères remerciements pour sa disponibilité et sa collaboration.

<sup>27</sup> Ce stage de formation en information avait été organisé par l'UNESCO dans cette université qui devient, en 1987, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

<sup>28</sup> De 1989, année où il a été admis à la retraite, à 1992, il a été le correspondant de Radio Vatican (Rome/Italie), le chef du personnel de Radio Énergie (Ouagadougou) de 1993 à 1995, le directeur de la Radio « La voix du paysan » (Ouahigouya au Nord du Burkina)

Pendant la période coloniale, les journaux politiques, syndicaux et religieux, bien que se réduisant le plus souvent à quelques feuillets paraissant par à-coup, servent même servi de tribunes d'expression pour l'élite locale, mais aussi de lieu de confrontation entre celle-ci et l'administration coloniale. Bien que non formés professionnellement, les animateurs de ces organes, de par leur appartenance à l'élite lettrée, partagent une forme d'identité collective et professionnelle, également liée à la nature des journaux qu'ils animent. Il faut attendre le tournant des années 1970 pour voir se professionnaliser massivement les organes médiatiques.

## **Les pionniers de la presse voltaïque hors du territoire de la Haute-Volta coloniale : des itinéraires transnationaux, des revendications panafricaines**

Quelques initiatives de journaux à vocation régionale avaient vu le jour en AOF, même si peu de périodiques couvraient l'ensemble de la fédération, exception faite du *Journal officiel de l'AOF* et des magazines *Bingo* et *Africa*<sup>29</sup>. Issues pour la plupart de l'École normale William Ponty, les élites de l'AOF circulaient d'un territoire à l'autre au gré de leurs mutations, formant une intelligentsia transnationale. Parmi elles figuraient nombre d'instituteurs qui étaient « les leaders presque "naturels" des partis politiques de l'après-guerre<sup>30</sup> » et les pionniers de la presse en langue française en AOF. Le sénégalais Papa Guèye Fall et le voltaïque Ouezzin Coulibaly avaient par exemple participé à l'animation de *l'Éducation africaine* (ancien *Bulletin de l'enseignement de l'AOF*) paru en 1934. Dans les colonnes de *Paris-Dakar* (hebdomadaire d'informations illustrées créé par Charles de Breteuil en 1933), on trouvait aussi des articles d'anciens Pontins – le nom donné à ceux passés par l'École normale William Ponty : Ouezzin Coulibaly, les Sénégalais Joseph Mbaye, Mamadou Dia, Ousmane Socé Diop, le Dahoméen Émile Zinsou ou encore le Soudanais Fily Dabo Sissoko<sup>31</sup>.

Ouezzin Coulibaly naît en 1909 à Pouy, près de Dédougou<sup>32</sup>. De 1916 à 1922, il fréquente l'école primaire régionale de Dédougou qu'il quitte pour l'école primaire supérieure (EPS) de Ouagadougou<sup>33</sup>. En 1925, il rejoint l'École normale William Ponty du Sénégal et ce jusqu'en 1928. Il en sort diplômé et devient instituteur affecté successivement à Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Banfora (1928-1932). En décembre 1935, il retourne à l'École normale où il occupe successivement les postes de surveillant général, de chargé d'enseignement de psychologie et de pédagogie en 1942 et de directeur du secteur scolaire de 1945 à 1946. Membre fondateur du RDA<sup>34</sup>, il est élu, en novembre 1946, député de la Côte d'Ivoire à l'Assemblée constituante française, sénateur en 1953 et en 1955, député à l'Assemblée nationale en 1956 et conseiller territorial du cercle de Banfora en 1957. Il publie des articles dans *Le Réveil* (journal du RDA

---

de 1996 à 2001. La rédaction, « Décès Pierre-Claver Tassembédo : De la Marine à Radio Volta », *L'Observateur Paalga*, 20 mars 2018. En ligne. URL : [http://www.lobservateur.bf/index.php?option=com\\_k2&view=item&id=2448%3Ad%3%A9c%3%A8spierre-claver-tassemb%3%A9do-de-la-marine-%3%A0-radio-volta&Itemid=112](http://www.lobservateur.bf/index.php?option=com_k2&view=item&id=2448%3Ad%3%A9c%3%A8spierre-claver-tassemb%3%A9do-de-la-marine-%3%A0-radio-volta&Itemid=112) (consulté le 12 décembre 2020).

<sup>29</sup> Euvrard G-F., *La presse en Afrique...*, *op. cit.*, p. 10.

<sup>30</sup> Jézéquel Jean-Hervé (2005), « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945). Des "meneurs de galopins" dans l'arène politique », *Cahiers d'études africaines*, 178, p. 519. Voir aussi Labrune-Badiane Céline, Smith Étienne (2018), *Les Hussards noirs de la colonie. Instituteurs africains et « petites patries » en AOF (1913-1960)*, Paris, Karthala.

<sup>31</sup> Jézéquel J-H., « Les enseignants... », art. cité, p. 531.

<sup>32</sup> Ville située à l'ouest du Burkina Faso à 250 kilomètres de Ouagadougou.

<sup>33</sup> Domba J-M P., *Le fédéralisme et l'émergence...*, *op. cit.*, p. 201.

<sup>34</sup> *Ibid.* p. 203.



créée à Dakar en 1947), *L'Action* (organe du Mouvement populaire sénégalais, section RDA créé en 1955), *L'Éveil de l'Afrique* (organe de la conscience africaine lancé au Dahomey en 1954). Il est par ailleurs le directeur de publication du journal *Le démocrate*, journal du Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire (section ivoirienne du RDA) de 1948 à fin 1951<sup>35</sup>.

Comme on peut le constater, Ouezzin Coulibaly incarne la figure de l'élite tridimensionnelle : l'instituteur, le politique et le journaliste. Il construit et développe sa trajectoire journalistique et politique hors du territoire voltaïque. Cet itinéraire transnational est non seulement à mettre en lien avec l'histoire de la colonie de la Haute-Volta, entre sa création, son démantèlement et sa reconstitution, mais le parcours de Ouezzin Coulibaly témoigne aussi de la manière dont certains « évolués » voltaïques participent à l'établissement d'une presse autochtone hors du territoire de la Haute-Volta<sup>36</sup>. C'est par exemple le cas de Simon Kiba et Joseph Ki-Zerbo qui s'impliquent tous les deux dans l'animation d'*Afrique nouvelle*, un hebdomadaire de l'Église catholique lancé en juin 1947 à Dakar et dirigé par le père Paternot<sup>37</sup>. Simon Kiba, qui avait d'abord été séminariste puis aide-météorologiste avant de devenir journaliste et chroniqueur régulier à partir de 1957<sup>38</sup>, est successivement rédacteur en chef puis directeur de cette publication de 1965 à 1972.

Joseph Ki-Zerbo (1922-2006), après des études primaires dans les écoles missionnaires secondaires à Bamako (Soudan français) où il obtint le baccalauréat, devint le premier Africain agrégé d'histoire à l'Université de la Sorbonne à Paris en 1956<sup>39</sup>. À l'époque, les premiers journalistes africains, exerçant régulièrement, ou ayant un statut reconnu, se comptent sur les « doigts de la main<sup>40</sup> ». Ce sont les intellectuels formés dans divers domaines qui s'approprient rapidement certains journaux pour en faire un espace de combat anticolonial, un instrument de lutte contre les atteintes aux libertés et pour le panafricanisme. Dans le premier numéro paru d'*Afrique Nouvelle* dont il est membre fondateur, Joseph Ki-Zerbo formule une virulente critique du système colonial à travers le titre évocateur « Afrique Nouvelle ! » : « Il faut bâtir le nouveau domaine d'Afrique, d'où soit excommunié l'esprit des négriers d'antan et leurs héritiers modernes et où fleurisse et chante une saine culture faite de compréhension cordiale et de mesure<sup>41</sup> ». Les journalistes de ce journal s'identifient à « la voix des sans voix » et se revendiquent « indépendants d'esprit » car « un journaliste n'est pas un griot<sup>42</sup> ». On peut voir par cette formule la revendication d'une identité professionnelle « moderne » prenant de la

<sup>35</sup> Voir la note biographique de Ouezzin Coulibaly en ligne. URL : <https://bibcolaf.hypotheses.org/notices-biographiques/daniel-ouezzin-coulibaly-1909-1958> (consulté le 12 décembre 2020)

<sup>36</sup> Ouezzin Coulibaly avait d'ailleurs choisi de résider en Côte d'Ivoire. Domba J-M P., *Le fédéralisme et l'émergence...*, op. cit., p. 204.

<sup>37</sup> de Benoist Joseph-Roger (1987), *Église et pouvoir colonial au Soudan français : les relations entre les administrateurs et les missionnaires catholiques dans la boucle du Niger, de 1885 à 1945*, Paris, Karthala, p. 148 ; Pajot Florian (2004), *Joseph Ki-Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au XX<sup>ème</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Toulouse-Le-Murail, p. 23.

<sup>38</sup> Lenoble-Bart Annie (1996), *Afrique Nouvelle : un hebdomadaire catholique dans l'histoire (1947-1987)*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, en ligne. URL : <https://books.openedition.org/msha/14280?lang=fr> (consulté le 12 décembre 2020).

<sup>39</sup> Au début des années 1950, en l'absence d'établissement d'enseignement supérieur en AOF, les titulaires du baccalauréat poursuivaient leurs études supérieures dans les universités de la métropole coloniale. Pajot F., *Joseph Ki-Zerbo*, op. cit., p. 25.

<sup>40</sup> Perret Thierry (2005), *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala, p. 68.

<sup>41</sup> *Afrique Nouvelle*, n° 1, annexe n° III, 15 juin 1947. Cette liberté de ton du journal, à travers la plume de Joseph Ki-Zerbo, attire très vite la colère des autorités coloniales qui tentent de le faire taire, sans succès. de Benoist J-R, *Église et pouvoir colonial...*, op. cit., p. 148.

<sup>42</sup> Simon Kiba dans sa chronique hebdomadaire du n° 654, 17 février 1960.

distance critique avec un journalisme d'État qualifié de « journalisme de griot<sup>43</sup> ». Ces journalistes défendent un catholicisme adapté à l'Afrique, un tiers-mondisme humaniste, des politiques plus justes et plus honnêtes<sup>44</sup>.

Fidèle à la religion catholique par héritage familial<sup>45</sup>, Joseph Ki-Zerbo anime également d'autres publications depuis l'étranger. On peut citer *Le Petit Écho*<sup>46</sup>, une revue de l'Association des étudiants de Haute-Volta en France dont il est le premier président. Il est aussi celui de *Tam Tam*, périodique de l'Association des étudiants catholiques africains, antillais et malgaches<sup>47</sup>. Enfin, il participe à *Présence Africaine*, la revue fondée en 1947 simultanément à Paris et à Dakar et dont l'objectif affiché était de « définir l'originalité africaine et hâter son insertion dans le monde moderne<sup>48</sup> ». Tribune de contestation politique, *Présence Africaine*, se voulait le symbole de la « lutte pour la libération des classes laborieuses<sup>49</sup> » et pour le développement de l'Afrique. La revue ambitionnait de donner voix à la « silencieuse Afrique », en proposant un vaste programme pour « accueillir tout ce qui a trait à la cause des Noirs, et toute voix du peuple noir qui lui paraisse mériter d'être entendue<sup>50</sup> ». C'était un périodique où s'entremêlaient foi chrétienne et engagement socialiste, les deux fers de lance du combat de Joseph Ki-Zerbo.

Plus tard, Joseph Ki-Zerbo affiche encore davantage son engagement pour la libération des peuples africains en créant le Mouvement de Libération Nationale (MLN) de l'Afrique Noire avec son ami dahoméen Albert Tévoédjrè, rédacteur en chef de la revue *L'Étudiant d'Afrique Noire* en 1958<sup>51</sup>. Le parti épouse les idéaux du panafricanisme et salue l'action et la vision du ghanéen Kwame Nkrumah<sup>52</sup>, l'un de ses pères fondateurs. Le manifeste du MLN s'intitule « Libérons l'Afrique » et se structure en trois points : « indépendance nationale », « États-Unis d'Afrique » et « socialisme africain »<sup>53</sup>.

Ainsi, les pionniers de la presse voltaïque hors du territoire de la Haute-Volta coloniale se sont construits autour d'itinéraires transnationaux et d'ambitions panafricaines. Élite pluridimensionnelle à la frontière entre le journalisme et le politique, ces hommes animent des journaux d'opinion aux objectifs clairement affichés : émanciper l'Afrique du joug colonial et préparer l'après indépendance.

<sup>43</sup> Sock Mor Boubacar (1977), « Griot-griotisme et la pratique du journalisme africain », *Ethiopiennes, Revue socialiste de culture négro-africaine*, 1, en ligne. URL : <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article558> (consulté le 11 juin 2020) ; Sarr Ibrahima, Thiauw Ibrahima (2008), « Les griots journalistes du Sénégal : "Les maîtres de la parole" wolof entre tradition et modernité », *MédiaMorphoses*, 24, pp. 137-144.

<sup>44</sup> Lenoble-Bart A., *Afrique Nouvelle : un hebdomadaire...*, op. cit.

<sup>45</sup> Pajot F., *Joseph Ki-Zerbo*, op. cit., p. 34.

<sup>46</sup> *Le Petit Écho* a pris le nom de *Jeune Volta* en 1958. Diané Charles (1990), *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka, p. 57.

<sup>47</sup> *Tam Tam* était « une revue de réflexion sur les problèmes politiques, sociaux, idéologiques, spirituels et culturels de l'Afrique ». Ki-Zerbo Joseph (2003), *À quand l'Afrique*, Lausanne, Éditions d'en bas, p. 129.

<sup>48</sup> Kesteloot Lilyan (2001), *Histoire de la littérature négro-africaine*, Paris, Karthala, p. 210.

<sup>49</sup> Diané Ch., *La FEANF...*, op. cit., p. 33.

<sup>50</sup> Gide André, « Avant-Propos », *Présence africaine*, 1, 1947, p. 6.

<sup>51</sup> *L'Étudiant d'Afrique Noire* était un journal de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF). Pajot F., *Joseph Ki-Zerbo*, op. cit., p. 39.

<sup>52</sup> Dans la revue *L'Éclair*, Ki-Zerbo publie d'ailleurs un article intitulé « Kwamé N'Krumah, un pilote », où il salue l'action du Ghanéen qui aurait « semé une graine qui ne meurt pas », celle de la liberté (*L'Éclair*, n° 31, avril 1972, p. 1).

<sup>53</sup> Cité par Dicko Ahmadou (1992), *Journal d'une défaite. Autour du référendum du 28 septembre 1958 en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan, p. 15.

## Caractéristiques des journalismes sous la Haute-Volta postcoloniale (1960-1974)

### *Journalisme d'État et journalisme partisan : un combat politique pour la construction nationale*

Les premières années des indépendances sont marquées par le développement rapide de la radio et de la télévision étatiques, considérées par les gouvernants africains comme des instruments de souveraineté<sup>54</sup>. Pour Maurice Yaméogo, premier président de la République, la radio représente pour la société voltaïque « un des symboles de la création et de l'unicité de l'État, un et indivisible<sup>55</sup> ».

À l'inverse, la presse, sous la Première République (1960-1966) donne une « impression de vide<sup>56</sup> » à l'exception de *Carrefour Africain*, journal pro-gouvernemental. Les partis d'opposition, notamment le MLN de Joseph Ki-Zerbo, sont contraints à la clandestinité et avec eux leurs journaux. Maurice Yaméogo musèle rapidement l'opposition<sup>57</sup> et entérine la loi n° 20 AL du 31 août 1959 accordant le plein pouvoir au ministre de l'Intérieur d'ordonner la saisie administrative de la presse écrite pouvant être source d'atteinte à la « sûreté de l'État »<sup>58</sup>. Une autre loi du 14 janvier 1960 exige en outre « l'interdiction et la répression de toute publication, diffusion ou exhibition d'écrits, d'appel de dessins, de signes de reconnaissance, de nature à créer de l'effervescence, de l'agitation ou des troubles dans le public ou à compromettre la paix publique<sup>59</sup> ». Le journalisme en droit d'exister se limite strictement aux médias où les journalistes deviennent fonctionnaires, recrutés et payés par l'État. Loin de remplir une fonction critique, ceux-ci constituent avant tout des relais du discours officiel : promouvoir l'action gouvernementale pour l'unité nationale et le développement. Les journalistes étaient alors appelés par l'autorité politique à assumer pleinement cette responsabilité unificatrice et éducative, comme le souligne l'interpellation de Sangoulé Lamizana, président de la Haute-Volta entre 1966 et 1980 : « Votre responsabilité est énorme [...]. La presse dans une nation est le moteur même de la nation, vous êtes des éducateurs<sup>60</sup> ».

Ainsi, *Carrefour Africain*, avec ses premiers animateurs François Bassolet et Pierre-Claver Tassebédo, accompagne le nouveau pouvoir dans la mise en œuvre de sa politique par la pratique d'un « journalisme tableau d'affichage<sup>61</sup> » : éditorial à la recherche d'une opinion consensuelle, longs entretiens ou reproduction intégrale de déclarations officielles et mise en scène des réalisations du pouvoir dans le cadre du développement national. Comme se souvient Bénin Bilélé, journaliste de la presse publique à la retraite, « il n'y avait pas de

<sup>54</sup> Tudesq André-Jean (1992), *L'Afrique noire et ses télévisions*, Paris, Antropos-Economica. Voir aussi l'article de Flora Losch dans ce numéro sur la coopération télévisuelle en Afrique.

<sup>55</sup> Cité par Dramé Seydou (2007), *Les radios locales au Burkina Faso*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas, p. 352.

<sup>56</sup> Bianchini P., Koala S., « Presse écrite... », art. cité, p. 175.

<sup>57</sup> Kaboré Roger Bila (2002), *Histoire politique du Burkina Faso. 1919-2000*, Paris, L'Harmattan, p. 60.

<sup>58</sup> Loi n° 20 AL du 31 août 1959 portant « délits de presse en Haute-Volta ».

<sup>59</sup> Loi n° 1-60-AN du 14 janvier 1960 portant « interdiction et répression de toute publication, diffusion ou exhibition d'écrits, d'appel de dessins, de signes de reconnaissance, de nature à créer de l'effervescence, de l'agitation ou des troubles dans le public ou à compromettre la paix publique ».

<sup>60</sup> *Carrefour Africain*, 6 août 1976.

<sup>61</sup> Bianchini P., Koala S., « Presse écrite... », art. cité, p. 176.

publications qui découlaient de l'initiative personnelle des journalistes. Tout leur était imposé par l'agenda politique et institutionnel<sup>62</sup> ». Pour les dirigeants politiques, seul le journalisme d'État était à même de « faire émerger et de consolider l'identité nationale dans des États naissants, des nations encore fragiles, aux frontières arbitrairement tracées, héritées de la colonisation, rassemblant des populations peu habituées à vivre ensemble<sup>63</sup> ».

À partir de 1970, l'avènement de la Deuxième République marque le retour des partis d'opposition dans la vie politique voltaïque, ouvrant la voie à des élections législatives en décembre de la même année. Cette ouverture démocratique entraîne l'apparition de journaux d'opposition, créés et animés par l'élite politique. Par exemple, le MLN de Joseph Ki-Zerbo, jusqu'alors dans la clandestinité, reprend du service et lance, le 30 mars 1970, *L'Éclair* (bimensuel) pour diffuser ses idées et conquérir un électorat. D'autres journaux édités par des partis ou des formations politiques voient aussi le jour<sup>64</sup>. Cette presse partisane, animée par les leaders politiques de l'opposition, pratique aussi, à sa manière, un « journalisme tableau d'affichage ». L'éditorial de *L'Éclair* signé Joseph Ki-Zerbo ouvre ainsi sur la publication in extenso des textes officiels du parti, ou encore de comptes rendus de congrès et de communiqués de presse<sup>65</sup>. En 1977, le MLN se mue en Union Progressiste Voltaïque (UPV) à l'issue d'un congrès tenu les 5 et 6 novembre de la même année. Le nouveau parti, qui reconduit Joseph Ki-Zerbo dans les fonctions de secrétaire général, regroupe d'anciens du RDA, du PRA et du MLN. Le changement de nom du parti affecte aussi le journal *L'Éclair*. Comme pour signifier qu'à un nouveau parti doit correspondre un nouveau titre, celui-ci devient *La voix du peuple*, un mensuel qui prépare à un rayonnement plus large en vue des prochaines échéances électorales<sup>66</sup>.

### *Émergence d'une presse privée et indépendante : l'exemple de L'Observateur*

Aux côtés des journaux partisans animés par les hommes politiques émerge le premier quotidien privé illustré et imprimé du pays et de l'Afrique de l'Ouest francophone : *L'Observateur*<sup>67</sup>. Le journal est fondé par Martial Ouédraogo (1933-2010), l'un des pionniers de l'industrie nationale voltaïque<sup>68</sup>. Après des études primaires à Ouagadougou et au Petit Séminaire de Pabré (commune rurale située à une vingtaine de kilomètres au nord de Ouagadougou), il obtient le baccalauréat à Bamako (Mali). Commis expéditionnaire puis instituteur, il entame, à partir des années 1955-1956, des études supérieures à l'université de Dakar (Sénégal), puis à Montpellier (France) où il réalise un doctorat d'État en sciences économiques. De retour au pays en 1963, il est nommé directeur du Commerce, mais en 1966, il quitte la fonction publique pour se lancer dans les affaires. Il crée *L'Observateur* en 1973,

<sup>62</sup> Entretien avec Bénin Bilélé, 27 janvier 2020, Ouagadougou. Pour plus d'informations sur ce journaliste, voir URL : <http://www.faso-tic.net/spip.php?article75> (consulté le 12 décembre 2020).

<sup>63</sup> Frère M-S., *Journalismes d'Afrique...*, op. cit., p. 75.

<sup>64</sup> On peut citer *Le Patriote* de la Ligue Patriotique pour le Développement (LIPAD), *Le Démocrate* de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Développement (UNDD), *Bug Parga* (« *L'étincelle* ») du Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCR) et *Le Proletaire* de l'Union de Luttes Communistes (ULC). Bianchini P., Koala S., « Presse écrite... », art. cité, p. 176.

<sup>65</sup> Pajot F., *Joseph Ki-Zerbo*, op. cit., p. 49.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>67</sup> Les autres titres étaient ronéotypés.

<sup>68</sup> Martial Ouédraogo avait fondé plusieurs sociétés : SOVICA (charrettes à traction asinienne), SONICO (allumettes), PLASTAFRIC (plastique), PROCHIMIE (cosmétiques), CINAFRIC (cinéma), COVEMI (carrières et mines).

pour son frère cadet Édouard Ouédraogo, alors professeur de français en lycées et collèges publics (1969-1972). Ce dernier, né dans les années 1940, fait des études primaires et secondaires à Ouagadougou et à l'École normale de Dabou en Côte d'Ivoire (1962-1963) avant d'entamer des études supérieures en 1965 au Centre d'Enseignement Supérieur de Ouagadougou (CESup). Il poursuit à Dakar (1966-1968), puis à Dijon (1968-1969), où il obtint une maîtrise ès lettres. Sa passion pour le journalisme commence dès le secondaire, puisqu'il crée, à l'École normale de Ouagadougou avec d'autres camarades comme Moctar Zonou, un journal-école (*Le Bourgeon*) dont il inspire l'éditorial du premier numéro<sup>69</sup>.

Quotidien voltaïque d'information, *L'Observateur* est alors le seul journal à avoir le statut d'entreprise de presse commerciale sans être lié à une formation politique ou syndicale. Son avènement marque ainsi une rupture avec le journalisme pratiqué jusqu'alors. L'orientation du nouveau journal est décrite dans le premier éditorial : « C'est en toute indépendance de toutes tendances, politique, idéologique et autres qu'il [*L'Observateur*] entend exister<sup>70</sup> ». Ce choix éditorial décline clairement la mission des journalistes du quotidien et, corollairement, leur statut : des salariés d'un journal privé qui, contrairement à la pratique jusque-là observée, ont pour rôle de produire des nouvelles dépolitisées. Comme dans bien d'autres territoires de la région, « les repères communs qui rassemblaient jusque-là uniquement les journalistes fonctionnaires ne servent plus une identification homogène de la profession<sup>71</sup> ». *L'Observateur* ouvre alors un nouvel espace de liberté qui permet à des journalistes du privé de se construire, pour la première fois, des trajectoires professionnelles.

Plus largement, les deux frères, en se lançant dans cette aventure, entendent combler un vide : permettre aux Voltaïques de tous bords et de toutes sensibilités d'avoir accès à un espace de libre expression des opinions, comme le confie Édouard Ouédraogo dans un entretien qu'il accorde au journal *L'Opinion* à l'occasion du 35<sup>ème</sup> anniversaire de *L'Observateur Paalga* :

Il y a des événements que nous avons vécus et qui nous ont montré que le citoyen peut avoir raison mais face par exemple à l'arbitraire de l'administration et en l'absence d'un cadre d'expression libre, il peut être non seulement brimé dans ses droits, mais on peut même retourner l'opinion contre lui parce que, tout simplement, il n'a pas de moyen pour s'exprimer. À l'époque, il n'était pas possible pour un citoyen victime d'un abus de l'État d'utiliser les médias publics pour se défendre.<sup>72</sup>

*L'Observateur* est ainsi créé pour servir, d'une part, de « contre-pouvoir qui protège les administrés contre l'Administration dont le pouvoir tend à l'absolutisme » et, d'autre part,

<sup>69</sup> Zongo Lézin Didier (2020), « Édouard Ouédraogo. Un homme du "Sérail" », in ARCI-BF *Parcours, souvenirs et témoignages de Pionniers*, Ouagadougou, Les Presses Africaines, p. 89. Selon Zongo, Moctar Zonou est un cadre de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à la retraite. Il fut, de 2004 à 2007, le secrétaire exécutif du Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC).

<sup>70</sup> *L'Observateur*, 28 mai 1973.

<sup>71</sup> Fierens Marie (2017), *Le journalisme de presse écrite en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire. Émergence et évolution d'une profession, de la période coloniale à nos jours*, Paris, Institut Universitaire Varenne, p. 360.

<sup>72</sup> Édouard Ouédraogo dans *L'Opinion* repris par lefaso.net, 30 mai 2018, en ligne. URL : <https://lefaso.net/spip.php?article27110> (consulté le 12 décembre 2020).

d'« espace d'expression où les citoyens viendraient librement exprimer leurs opinions, mais également se défendre contre toutes formes d'arbitraire d'où qu'elles viennent<sup>73</sup> ».

Tout autant que les deux fondateurs du journal, les premiers journalistes de *L'Observateur* ne reçoivent pas non plus de formation préalable en journalisme. Au lancement de l'organe de presse, trois journalistes sont recrutés à la suite d'un concours de niveau baccalauréat : Hector Désiré Bationo, Léopold Sawadogo et Maurice Bamouni<sup>74</sup>. La maîtrise du français est le principal critère de sélection des candidats<sup>75</sup>. Ces journalistes, payés mensuellement 15 000 FCFA (22,86 €)<sup>76</sup> se forment sur le tas ou par le biais de formations occasionnelles et ponctuelles de quelques jours ou semaines. Maurice Bamouni confie : « Personnellement, j'ai reçu une formation aux États-Unis en 1980 en journalisme de reportage, puis en 1981 à Berlin à l'Institut international de journalisme en secrétariat de rédaction<sup>77</sup> ».

Pourtant, à l'époque, les premiers centres africains de formation professionnels en journalisme sont déjà fonctionnels : le Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de Dakar (Sénégal), première école de journalisme en Afrique francophone, existe depuis 1965, et l'École Supérieure Internationale de Journalisme de Yaoundé au Cameroun (ESIJY) est lancée en avril 1970<sup>78</sup>. « Des Voltaïques ont été formés dans ces deux écoles. Roger Nikiéma [ancien journaliste de radio à la retraite] a par exemple été formé à Dakar et d'autres à Yaoundé », note Jean Hubert Bazié, journaliste à la retraite et homme politique<sup>79</sup>. Mais, « la philosophie "développementaliste" » qui guide la marche de ces différentes écoles constitue aussi un cadre politique de contrôle des journalistes qui y sont formés<sup>80</sup>.

Il faut attendre 1974 pour que la première école de journalisme en Haute-Volta soit créée : le Centre de Formation Professionnelle de l'Information (CFPI) devenu, en 2014, Institut des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ISTIC). Cependant, le rôle du CFPI est, à ses débuts, de permettre aux journalistes d'État de se « recycler » dans la fonction publique en leur délivrant des diplômes<sup>81</sup> : « La création du CFPI visait la progression interne des agents de la fonction publique. C'était pour permettre leur promotion, mais aussi les sortir du "journalisme sac-au dos", c'est-à-dire les journalistes qui exerçaient sans avoir bénéficié d'une formation universitaire ou professionnelle », confirme Jean Hubert Bazié<sup>82</sup>.

<sup>73</sup> Ouédraogo Édouard (2015), *Heurs et malheurs de la politique et du journalisme au Burkina Faso. Quelles leçons ?*, Ouagadougou, Éditions Paalga, p. 153.

<sup>74</sup> À ces journalistes, on peut ajouter les grandes plumes extérieures comme Frédéric Guirma (diplomate), Joseph Ki-Zerbo, Basile Guissou et Laurent Bado (universitaires), Maître Pacéré Titenga (premier avocat du Burkina Faso) et Gnonka Justin Ouédraogo (instituteur), le premier journaliste à animer les rubriques politiques.

<sup>75</sup> Entretien avec Maurice Bamouni, retraité, ancien journaliste de *L'Observateur Paalga*, 29 janvier 2020. Elle était d'ailleurs la référence professionnelle, comme le montre Marie Fierens dans le cas de la République Démocratique du Congo (RDC) : « L'instruction secondaire, condition indispensable au maniement correct du français écrit, peut être considéré comme le premier processus de qualification propre à ces rédacteurs [les premiers journalistes], en ce sens qu'elle a régulé la profession naissante ». Fierens M., *Le journalisme...*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>76</sup> Entretien avec Maurice Bamouni, 29 janvier 2020. Ce montant représentait peu à l'époque.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Cette école était placée sous la tutelle d'une dizaine d'États africains avant d'être nationalisée en 1991 pour devenir École Supérieure des Sciences et des Techniques de l'Information et de la Communication (ESSTIC).

<sup>79</sup> Entretien avec Jean-Hubert Bazié, 26 novembre 2020, Ouagadougou.

<sup>80</sup> Drabo Y. K., *Socio-histoire de la formation...*, *op. cit.*, p. 1320.

<sup>81</sup> Frère M-S., *Journalismes d'Afrique...*, *op. cit.*, p. 238.

<sup>82</sup> Entretien avec Jean-Hubert Bazié, 26 novembre 2020, Ouagadougou.



\*\*\*

Pendant la période coloniale, les pionniers de la presse écrite en Haute-Volta constituent un groupe sans formation professionnelle, apprenant sur le tas ou par le biais de stages de courte durée en Europe. Pour autant, ces premiers journalistes voltaïques incarnent des valeurs professionnelles fondées sur la fonction critique et la revendication d'un nouvel ordre sociopolitique émancipé. Acteurs médiatiques engagés dans des organisations et associations politiques, syndicales ou religieuses, les titres qu'ils animent en Haute-Volta ou hors du territoire revêtent des ambitions de liberté, émancipatrices du joug colonial et à visées panafricaines.

À la veille de l'indépendance et au cours des années 1960-1970, cette presse d'opinion se voit muselée par le régime de Maurice Yaméogo au profit de journaux pro-gouvernementaux comme *Carrefour Africain*, outil de communication et de propagande au service du gouvernement et de son plan de développement. Il faut attendre le soulèvement populaire du 3 janvier 1966 et l'accession au pouvoir de Sangoulé Lamizana (Deuxième République) pour voir apparaître de nouveaux journaux d'opposition et les premiers titres privés du pays qui, au contraire de la presse d'État ou militante, se déclarent « démocratiques », indépendants et dépolitisés, avec comme ligne éditoriale une diversité assumée des opinions.

Malgré la lente professionnalisation du champ journalistique au lendemain de l'indépendance, il faut attendre 1974 pour voir émerger le premier centre de formation des journalistes en Haute-Volta, qui, à ses débuts, constitue un moyen d'évolution pour les journalistes d'État plutôt qu'une formation à destination de l'ensemble des journalistes.

*Lassané Yaméogo*  
*CNRST (Burkina Faso)*

## Bibliographie

- ARCI-BF (2020), *Parcours, souvenirs et témoignages de Pionniers*, Ouagadougou, Les Presse Africaines.
- BALIMA Serge Théophile (1990), *La politique de l'information de la Haute-Volta « actuel Burkina Faso » (1959-1984). Contraintes structurelles et problématique de la dépendance*, Thèse pour le doctorat d'État en sciences de l'information et de communication, Université de Bordeaux Montaigne.
- BEUCHER Benoit (2009), « La naissance de la communauté nationale burkinabè ou comment le Voltaïque devint un "Homme intègre" », *Fonds d'analyse des sociétés politiques*, pp. 1-118.
- BIANCHINI Pascal, KOALA Salif (2003), « Presse écrite, mouvements sociaux et jeux politiques au Burkina Faso : éléments pour une socio-histoire de l'opinion dans un pays d'Afrique noire », *Les Cahiers du journalisme*, 12, pp. 170-197.
- COOPER Frederick (2014), *Français et Africains ? Être citoyen au temps de la décolonisation*, Paris, Payot.

DE BENOIST Joseph-Roger (1960), « Situation de la presse dans l'Afrique occidentale de langue française », *Afrique Documents*, 51, pp. 123-184.

\_\_\_\_\_ (1987), *Église et pouvoir colonial au Soudan français : les relations entre les administrateurs et les missionnaires catholiques dans la boucle du Niger, de 1885 à 1945*, Paris, Karthala.

DIANE Charles (1990), *La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir*, Paris, Chaka.

DICKO Ahmadou (1992), *Journal d'une défaite. Autour du référendum du 28 septembre 1958 en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan.

DOMBA Jean-Marc Palm (2000), *Le fédéralisme et l'émergence des partis politiques en AOF et en Haute-Volta (1947-1960)*, Thèse de doctorat en histoire, Université du Bénin.

DRABO Yaya Karim (1983), *Socio-histoire de la formation des journalistes africains. Bilan de deux décennies d'action en France et en Afrique « francophone », 1959-80*, Thèse de doctorat d'État lettres et sciences humaines, Université Bordeaux Montaigne.

DRAME Seydou (2007), *Les radios locales au Burkina Faso*, Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Panthéon-Assas.

EUVRARD Gil-François (1982), *La presse en Afrique occidentale française. Des origines aux indépendances et conservée à la Bibliothèque nationale*, Mémoire de fin d'études, Villeurbanne, École nationale supérieure des bibliothèques (ENSB).

FIERENS Marie (2017), *Le journalisme de presse écrite en République démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire. Émergence et évolution d'une profession, de la période coloniale à nos jours*, Paris, Institut Universitaire Varenne.

FRERE Marie-Soleil (1998), « Médias et Idéologies en Afrique francophone », *Civilisations*, 45 (1/2), pp. 15-54.

\_\_\_\_\_ (2016), *Journalismes d'Afrique*, Bruxelles, De Boeck Supérieur.

GIDE André, « Avant-Propos », *Présence africaine*, 1, 1947, pp. 3-6.

JEZEQUEL Jean-Hervé (2005), « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945). Des "meneurs de galopins" dans l'arène politique », *Cahiers d'études africaines*, 178, pp. 519-543.

KABORE Roger Bila (2002), *Histoire politique du Burkina Faso. 1919-2000*, Paris, L'Harmattan.

KESTELOOT Lilyan (2001), *Histoire de la littérature négro-africaine*, Paris, Karthala.

KI-ZERBO Joseph (2003), *À quand l'Afrique*, Lausanne, Éditions d'en bas.

KOBI Joseph Abo (2019), « L'éclatement de la Haute-Volta et de la Côte d'Ivoire de 1932 à 1947 », *Afrika Zamani*, 27, pp. 45-59.

LABRUNE-BADIANE Céline, SMITH Étienne (2018), *Les Hussards noirs de la colonie. Instituteurs africains et « petites patries » en AOF (1913-1960)*, Paris, Karthala.

LENOBLE-Bart Annie (1996), *Afrique Nouvelle : un hebdomadaire catholique dans l'histoire (1947-1987)*, Bordeaux, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, en ligne. URL : <https://books.openedition.org/msha/14280?lang=fr> (consulté le 12 décembre 2020).

MANDE Issakia (1997), *Les migrations du travail en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), mise en perspective historique (1919-1960)*, Thèse de doctorat en histoire, Paris 7.

OUEDRAOGO Édouard (2015), *Heurs et malheurs de la politique et du journalisme au Burkina Faso. Quelles leçons ?*, Ouagadougou, Editions Paalga.

PAJOT Florian (2004), *Joseph Ki-Zerbo : itinéraire d'un intellectuel voltaïque au XX<sup>ème</sup> siècle*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Toulouse-Le-Mirail.

PERRET Thierry (2005), *Le temps des journalistes. L'invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala.

SARR Ibrahima, THIAUW Ibrahima (2008), « Les griots journalistes du Sénégal : "Les maîtres de la parole" wolof entre tradition et modernité », *MédiaMorphoses*, 24, pp. 137-144.

SAWADOGO Poussi (2008), *La liberté de la presse sous la V<sup>ème</sup> République : de 1991 à nos jours*, Ouagadougou, Cryspad.

SOCK Mor Boubacar (1977), « Griot-griotisme et la pratique du journalisme africain », *Ethiopiennes, Revue socialiste de culture négro-africaine*, 1, en ligne. URL : <http://ethiopiennes.refer.sn/spip.php?article558> (consulté le 11 juin 2020)

TUDESQ André-Jean (1992), *L'Afrique noire et ses télévisions*, Paris, Antropos-Economica.

YAMEOGO Lassané (2016), « *Sidwaya* et la Révolution burkinabè d'août 1983 : une histoire à géométrie variable », *Le Temps des médias*, 26, pp. 181-196.

ZONGO Lézin Didier (2020), « Édouard Ouédraogo. Un homme du "Sérail" », in ARCI-BF *Parcours, souvenirs et témoignages de Pionniers*, Ouagadougou, Les Presses Africaines.